



# Regroupement Information Logement

Rapport annuel 2017-2018



1945 rue Mullins. Bureau 110

Montréal. QC. H3K 2J5

Téléphone : 514 932 7742

Télécopier : 514 932 0148

Courriel : [psc@rilsocam.org](mailto:psc@rilsocam.org)

## Table des matières

Mot du président .....	1
1- Vie Associative.....	3
2- Éducation populaire .....	9
3- Soutien aux locataires .....	10
4- Soutien à la location .....	11
5- Soutien communautaire à la Maison de chambres .....	15
6- Mobilisation sociale et actions collectives.....	20
7- Concertation et action locale .....	27
8- Représentation politique.....	29
9- Développement du logement social.....	30
10- États financiers.....	33
11- Perspectives de travail .....	33

NB : Le genre masculin est utilisé dans ce rapport dans le seul but d'alléger le texte. Il désigne aussi bien les femmes que les hommes.

## Mot du président

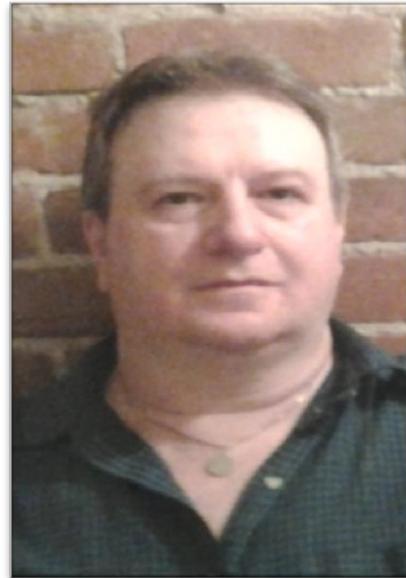
Depuis l'assemblée générale annuelle de septembre 2017, j'ai le privilège de présider votre conseil d'administration. Je me suis tout naturellement impliqué dans notre organisme parce que je crois en sa mission et à son rôle dans le développement de notre communauté.

C'est avec fierté que nous vous présentons le sommaire des activités réalisées par le Regroupement information logement au cours de l'année 2017-2018. Encore une fois nous avons maintenu le cap pour le développement de nouveaux logements communautaires à Pointe-Saint-Charles.

Nos efforts ont permis le démarrage de notre premier projet au bord du Canal de Lachine. Un projet qui offre une bonne opportunité pour le développement d'un milieu de vie inclusif et pour une meilleure appropriation citoyenne de cette partie du quartier tant monopolisée par les mieux nantis. Bien que des petites victoires de ce genre ravivent nos espoirs on doit se rappeler que ce ne sont que des solutions partielles : Des milliers de ménages sont toujours mal-logés et le droit au logement est toujours bafoué dans notre société.

L'adoption de la première Stratégie nationale sur le logement offre une occasion historique pour réparer les préjudices causés par le retrait du fédéral maintenu depuis un quart de siècle. Malheureusement, les intentions d'Ottawa restent ambiguës surtout avec son discours trop axé sur la formule du logement abordable destiné à la classe moyenne. Les sommes de cette stratégie doivent être consacrées pour la réalisation du logement social et communautaire, le seul qui offre une solution durable aux besoins des ménages à faible et modeste revenu, et le seul qui permet de léguer un patrimoine collectif aux générations futures.

Les élections municipales de l'automne 2017 ont permis l'arrivée d'une nouvelle équipe qui semble sensible à la question de l'habitation et au leadership sur ce dossier. Nous



attendons que le transfert des nouveaux pouvoirs en habitation à la Ville de Montréal entraîne le déblocage des projets en attente et une meilleure flexibilité dans leur réalisation. Cependant, nous restons vigilants car c'est toujours Québec qui décide des budgets, d'où l'importance de maintenir notre lutte face au gouvernement provincial peu importe le résultat des élections. En effet, les problèmes des mal-logés ne constituent pas une priorité dans les agendas des parties politiques.

Nos attentes sont énormes, nos rêves sont grands et nos moyens sont limités. Par conséquent la mobilisation citoyenne restera au centre de notre action pour faire entendre nos voix et acheminer nos revendications. Les groupes de défenses de droits auront toujours besoin de l'implication de leurs membres pour s'assurer du respect de nos droits sociaux et pour améliorer l'accès au logement, à la santé et à l'éducation. L'année 2018-2019 s'annonce pleine de défis et je l'anticipe avec un enthousiasme que j'espère contagieux.

Votre implication dans la lutte pour le droit au logement et votre participation aux différentes activités de notre organisme sont un gage de succès et de pérennité. Au nom du Conseil d'administration je vous remercie pour votre contribution. Je tiens également à remercier notre équipe de travail, nos partenaires et les groupes qui militent pour le respect des droits sociaux.

Stéphane Lampron

## 1- Vie Associative

---

### **Conseil d'administration**

Le conseil d'administration du Regroupement Information Logement (RIL) est élu par les membres lors de l'assemblée générale annuelle (AGA) qui constitue la plus haute instance de l'organisme. La dernière AGA du RIL a été tenue le 24 septembre 2017 en présence de 57 membres.

Le conseil d'administration (CA) occupe une place prépondérante dans la gouvernance de notre organisation. Son rôle principal consiste à veiller aux intérêts de l'organisme et à la réalisation de son plan d'action.

Le CA est composé de 4 citoyens du quartier plus la directrice générale.

Stéphane Lampron  
Président

Richard Montigny  
Vice-Président

Fatimetou Mnit Mahfoud  
Trésorière

René Richer  
Secrétaire

Murielle Sauvé  
Directrice générale

Cette année, l'implication du CA a totalisé 379 heures de bénévolat réparties comme suit :

- 143 heures pour la gouvernance de l'organisme,
- 236 heures pour les relations et les représentations extérieures.

## **Équipe de travail**

Murielle Sauvé  
Directrice générale

Lucie Têtu  
Réceptionniste

Réal Gagné  
Intervenant en soutien communautaire

Viviana Riwillis  
Organisatrice communautaire

Hassan El Asri  
Organisateur communautaire

Sébastien Laliberté  
Organisateur communautaire

Chantelle l'Heureux  
Stagiaire

Le financement du programme Emploi d'été Canada nous a permis d'accueillir Mme Chantelle l'Heureux du département de l'urbanisme de l'université de Montréal. Le mandat de son stage a porté sur l'élaboration d'une étude sur le rôle du soutien communautaire dans la socialisation des maisons de chambres et dans l'insertion sociale de ses résident.es.

## Membership

Le membership du Regroupement Information Logement est formé de deux catégories de membres :

- Les membres requérants qui sont en attente d'un logement social et qui s'impliquent davantage dans sa vie associative,
- Les membres sympathisants qui adhèrent à la mission du Regroupement Information Logement, adoptent ses idées et militent pour le droit au logement sans être en attente d'un logement social.

### Portrait des membres

Sexe	Requérants	Sympathisants	Total	Taux
Hommes	226	19	245	40%
Femmes	338	27	365	60%
<b>Total</b>	<b>564</b>	<b>46</b>	<b>610</b>	<b>100%</b>
Taux	92%	8%		

## Projet St-Charles

C'est la liste qui regroupe les requérant.es du logement social à Pointe-Saint-Charles. Elle s'offre comme un outil de prise en charge collective pour l'amélioration des conditions de vie et de logement de ses membres. Cette liste est ouverte en priorité aux résident.es et aux ancien.nes résidant.es du quartier qui ont déménagé pour une raison ou une autre. C'est un moyen pour maintenir la population dans son milieu de vie dans un contexte caractérisé par un processus de gentrification effrénée qui force les gens moins nantis à déménager du quartier.

La liste du Projet St-Charles regroupe **564** ménages composés de **1242** personnes.

Les assemblées du Projet Saint-Charles offrent un espace d'information, de débat et d'élaboration de solutions alternatives et des stratégies de lutte. L'objectif étant de développer le pouvoir d'agir des membres de notre organisme dans une perspective de prise en charge collective.

Les trois assemblées du Projet Saint-Charles de cette année ont respectivement porté sur les thèmes suivants :

Assemblée	Date	Thème	Nombre de participants
1	27 novembre 2017	Le revenu minimum garanti	70
2	26 février 2018	L'augmentation des loyers et le changement des conditions du bail	65
3	22 mai 2018	La vie associative de notre organisme et la grande marche du FRAPRU	64



Assemblée du Projet-Saint-Charles

## Activités, implication citoyenne et bénévolat

Au sein de notre organisme, le bénévolat constitue un acte de participation citoyenne basée sur les valeurs de solidarité et de responsabilité. C'est un engagement dévoué à l'action collective qui vise l'établissement d'une société plus juste, responsable et équitable.

Les membres de notre organisme sont invité.es à s'impliquer bénévolement dans toutes nos instances (CA, comités de travail...) et dans nos diverses activités (manifestations, assemblées, ateliers, consultations...)

Cette année, l'implication de nos membres a totalisé **1973** heures de bénévolat.

- 256 participant.es aux différentes assemblées de notre organisme,
- 112 participant.es aux différents ateliers animés par notre organisme,
- 102 militant.es étaient présent.es aux manifestations auxquelles nous avons participé,
- 82 participants aux différentes consultations publiques, soirée de solidarité, réunions du conseil de l'arrondissement et aux instances de concertation où nous siégeons,
- 27 téléphonistes ont participé.e à la mobilisation et à l'invitation aux activités de notre organisme,
- 21 bénévoles ont participé à l'organisation de nos activités (collations, salles des réunions, etc.)
- 4 bénévoles ont assuré les traductions chuchotées en anglais,
- 2 gardiennes ont assuré le service de garde des petits enfants des participant.es aux assemblées.



Bénévoles à l'accueil des participants

## Code de vie

Suite à une recommandation du CA, un code de vie a été soumis et adopté lors d'une assemblée du Projet Saint-Charles. Ce document offre une référence commune pour développer et maintenir un climat d'échange respectueux, constructif et progressiste afin de promouvoir le vivre ensemble et la pleine participation de chacun.e des membres à la vie associative de l'organisme.

### Portrait des membres requérant.es

Âge des membres requérants				
Âge	Hommes	Femmes	Total	Taux
moins de 25 ans	9	29	38	7%
25 ans à 44 ans	64	125	189	34%
45 ans à 64 ans	112	137	249	44%
65 ans et plus	41	47	88	16%
Total	226	338	<b>564</b>	100%
Âge moyen des membres requérant.es : <b>48 ans</b>				
Revenu annuel moyen des ménages requérant.es : <b>17239\$</b>				

### Composition des ménages requérants

Type de ménage	Nombre	Tau
Ménage composé d'une seule personne	274	49%
Familles monoparentales	102	18%
Couples	60	11%
Autres ménages <sup>(1)</sup>	128	23%
Grand total	564	100%

(1) Ménages non familiaux, ménages multifamiliaux...

## 2- Éducation populaire

---

Cet axe de travail nous permet de stimuler une prise de conscience individuelle et collective au sujet des conditions de vie et de logement en particulier. L'objectif étant de développer une réflexion critique et d'amener les citoyen.nes à s'engager dans des actions visant le développement de notre communauté.

### **Ateliers sur le logement social et communautaire**

Afin d'optimiser les retombées de nos ateliers, les inscriptions à la liste du Projet Saint Charles sont assujetties à des ateliers d'information et d'intégration qui portent essentiellement sur le logement social et communautaire (HLM, Coop, OBNL) ainsi que sur le rôle de la participation citoyenne et de la mobilisation collective dans le développement et le maintien de ce parc.

Cette année nous avons organisé 8 ateliers d'information et d'intégration.

- 90 participant.es,
- 71 nouvelles inscriptions,

<b>Portrait des nouvelles inscriptions</b>		
Sexe	Nombre	Taux
Hommes	23	32%
Femmes	48	68%
<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>100%</b>

## **Assemblée de quartier**

Étant donné que les évictions et les reprises de logements constituent des cas souvent signalés par les locataires qui nous contactent, nous avons organisé en collaboration avec des groupes locaux une assemblée publique qui a porté spécialement sur cette problématique. L'objectif étant de :

- Mettre en lumière les évictions et les reprises de logements dans le quartier,
- Expliquer les droits et les recours à la disposition des locataires en cas de reprise ou d'éviction de leur logement,
- Anticiper le problème et outiller les locataires du quartier pour faire face à ces situations.

## **Formation dans d'autres groupes**

Afin de vulgariser les concepts de la Stratégie nationale sur le logement et de développer une analyse critique à propos de son contenu, nous avons assuré une présentation et animé une discussion sur le sujet lors d'une assemblée générale de la Table de concertation Action Gardien.

En vue de mobiliser pour la grande marche du FRAPRU «De ville en village pour le droit au logement» nous avons fait une présentation sur les violations du droit au logement au Québec ainsi que sur les objectifs et le déroulement de cette activité lors d'une autre assemblée générale d'Action Gardien.

## **3- Soutien aux locataires**

---

La promotion et la défense des droits des locataires est un des principaux champs d'action de notre organisme. Le Regroupement Information Logement assure un service d'information et de conseil gratuit pour les locataires pris avec des problèmes de logement.

Les locataires peuvent nous contacter par téléphone au cours de la semaine pour se renseigner sur leurs droits et leurs obligations ou se présenter à notre bureau :

- Mardi et jeudi après-midi sans rendez-vous,
- Avec rendez-vous les autres journées,

Cette année nous avons répondu à plus de 1000 appels et nous avons reçu directement dans notre bureau plus de 130 locataires pour des questions portant sur : l'insalubrité, l'éviction, la reprise de logements, les augmentations abusives de loyers, la rédaction des mises en demeure, etc.

### **Soutien aux évacué.ess de la rue Centre et Châteauguay**

Le 22 février, la Ville de Montréal a procédé à l'évacuation de 19 locataires vulnérables du quartier logé.es dans deux immeubles insalubres sur les rues Centre et Châteauguay. Vue l'urgence de la situation, nous nous sommes focalisés sur ce dossier et nous avons pris immédiatement contact avec les locataires concerné.es pour les informer de leurs droits et pour leur apporter notre support. Nous avons contribué à la constitution d'un comité de soutien composé des acteurs communautaires du milieu et nous avons dénoncé le court délai laissé aux locataires et l'absence de communication de la Ville avec les groupes du quartier. La Direction de l'habitation de la Ville de Montréal a refusé notre demande de la rencontrer ainsi que notre demande de prolongation du délai. Tout au long de ce processus nous avons fait un suivi serré avec les services de l'Office municipale de l'habitation de Montréal (OMHM) pour assurer la relocalisation des évacués dans le quartier, proches de leurs réseaux de soutien.

Le jour de l'évacuation, nous étions présent.es sur place pour témoigner notre solidarité aux locataires et dénoncer la façon de procéder de la Ville lors de cette évacuation. Finalement la Direction de l'habitation a accepté de nous rencontrer lors d'une réunion post mortem où nous avons apporté nos propositions pour améliorer et humaniser les interventions de la Ville de Montréal dans de telles situations.

### **4- Soutien à la location**

---

Le soutien à la location consiste à lier l'offre et la demande sur les logements sociaux dans le quartier. Cet axe de travail permet aux ménages requérants de notre organisme d'accéder à des logements sociaux à loyers abordables et en bonne condition, ce qui contribue à leur maintien dans le quartier.

Pour les organismes d'habitation communautaire cela leur permet :

- D'éviter les vacances des logements et les pertes de loyers,
- De faciliter le processus de sélection,
- D'avoir des candidat.es qui connaissent d'avance le fonctionnement du logement social ce qui facilite leur intégration et favorise la participation citoyenne au sein de ces projets.

Le Regroupement information Logement siège au Conseil d'administration de cinq OBNL d'habitation :

- Salaberry-Grenet
- Christophe Colombe
- Place Première
- Roperly-Shearer
- Abri

Le soutien à la location est offert sous deux formules :

- **Soutien direct** : Fournir la liste et accompagner les projets d'habitation communautaire dans le processus de sélection selon les ententes de collaboration.
- **Soutien indirect** : Fournir la liste sans participer au processus de sélection.

La liste du Projet Saint-Charles est reconnue localement grâce aux différentes ententes relatives à son utilisation. Cette liste est mise à la disposition des coopératives et des OBNL d'habitation qui disposent de logements vacants à louer. Grâce à la liste du Projet-Saint-Charles, nous avons contribué cette année à la location directe de **23** logements et nous l'avons fournie à 10 autres organismes d'habitation communautaire pour la location indirecte de **15** logements. Au total, nous avons contribué à la location de **38** logements sociaux dans le quartier.

## Compilation du soutien à la location

### Soutien direct à la location

Typologie	Loyer subventionné	Loyer plafond	Total typologie	Taux typologie	Taux par type de loyer	
					Subventionné	Plafond
studio	11	0	11	48%	96%	4%
3 ½	6	0	6	26%		
4 ½	4	0	4	17%		
5 ½	1	1	2	9%		
6 ½	0	0	0	0%		
<b>Grand total</b>	<b>22</b>	<b>1</b>	<b>23</b>		<b>100%</b>	

### Soutien indirect à la location

Typologie	Loyer subventionné	Loyer plafond	Total typologie	Taux typologie	Taux par type de loyer	
					Subventionné	Plafond
studio	0	0	0	0%	73%	27%
3 ½	1	2	3	20%		
4 ½	6	1	7	47%		
5 ½	4	1	5	33%		
6 ½	0	0	0	0%		
<b>Grand total</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>15</b>		<b>100%</b>	

## Témoignages

*I was in a room that I was renting with the heat in winter that was set at 12 Celsius and it was horrible living like that. I was in a terrible situation, because I couldn't find affordable housing in the area. Until RIL contacted me about an available apartment in the area, I was grateful because I would have been on the street. The person that I was renting the room from already rented out the room to someone else. At this point I was going to be homeless.*



*When I was contacted by RIL with an appointment to see some apartments. The unit that I saw was clean, sunny, bright, and in a newly renovated condition. When I got the news that I was the chosen candidate for the apartment. I felt so relieved that finally I will have my very own apartment with privacy at an affordable price. A place that I can call my very own. Thank you RIL for bringing back the dignity in my life.*

**David Koswoj**

*Avec le nouveau logement que j'ai eu grâce au RIL, j'ai retrouvé mon équilibre moral, financier, physique et social. Vivre dans un 3<sup>1/2</sup> avec mon époux et mon fils de 6 ans était très inconfortable et gênant dans notre quotidien. Aujourd'hui, j'ai un cadre de vie convenable. Mon nouvel appartement m'offre confort, joie et intimité. Le logement est agréable, le milieu est convivial et la subvention de notre loyer nous permet de vivre et de subvenir à nos charges sans trop de stress.*

*Je remercie le RIL de nous avoir aidé à vivre décemment dans Pointe saint Charles.*

**Michèle sona**

## 5- Soutien communautaire à la Maison de chambres

---

Les maisons de chambres attirent une population vulnérable. Elles sont connues comme étant un lieu de transition et un rempart contre l'itinérance.

La maison de chambres en question est située au cœur de Pointe-Saint-Charles, c'est une propriété de la Société d'amélioration de Pointe-Saint-Charles (SOCAM). Elle contient 50 chambres. Depuis avril 2009, le RIL a mis en place un programme de soutien communautaire avec le soutien financier de l'Agence de la Santé et des Services Sociaux. Une salle communautaire a été aménagée à l'intérieur de cette maison de chambres où les locataires peuvent se réunir, pour faire des activités de groupe, organiser des sorties et travailler ensemble pour améliorer leurs conditions de vie. Un intervenant en soutien communautaire est présent trois jours par semaine, pour faciliter la socialisation, le bon voisinage et le soutien aux locataires. Un comité des résidents a été mis en place pour jouer un rôle consultatif dans la mise en place des projets ainsi que la mobilisation des résidents.

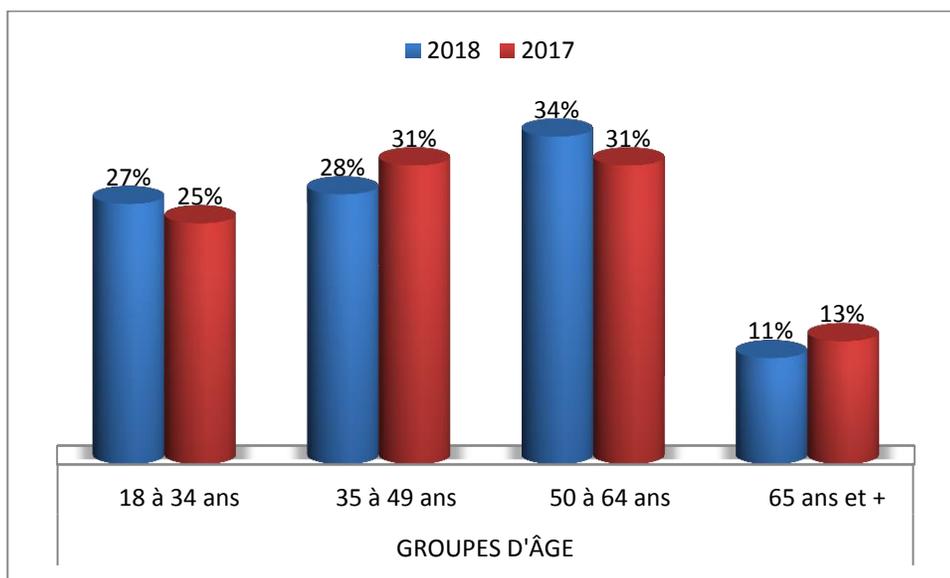
Au cours de la dernière année, nous avons continué de constater une amélioration de la stabilité résidentielle des locataires, avec une diminution du taux de roulement ainsi que le nombre des litiges et des retours à l'itinérance. La durée moyenne de séjour s'est maintenue à 4.4 ans, mais la durée médiane de séjour est passée de 2 ans à 2.5 ans. Trois ans auparavant, la durée de séjour médiane était de 1.1 ans. Ces données indiquent une très nette amélioration de la stabilité résidentielle. Des efforts continuent d'être faits pour améliorer les services offerts aux résidents.

### **Portrait global des locataires**

La maison de chambres est habitée principalement par des hommes. Les femmes représentent 16% des résidents. Nous constatons une légère augmentation par rapport à l'année précédente.

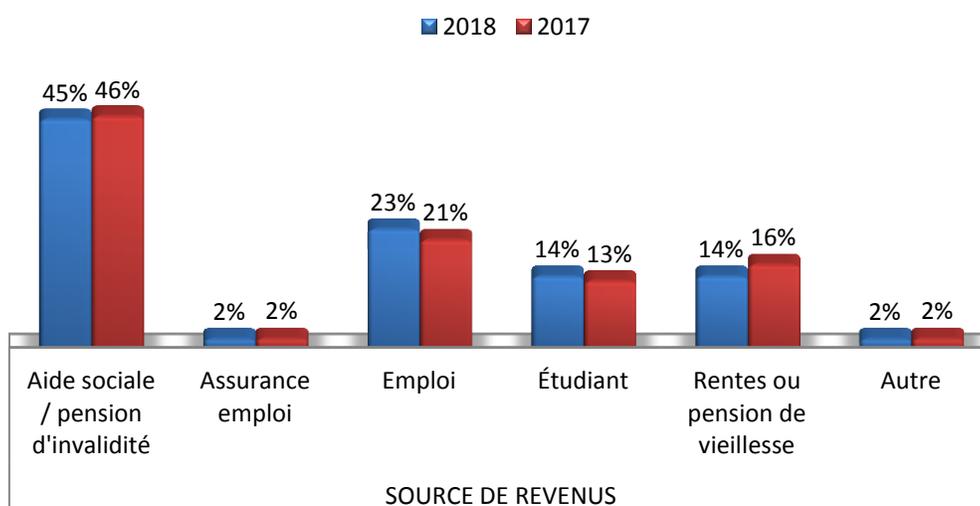
La moyenne d'âge est de 48 ans. La répartition des locataires selon le groupe d'âge demeure assez stable (Tableau 1).

**Tableau 1 – Répartition des locataires par groupes d'âges**



La répartition des locataires selon la source de revenu est aussi stable. Le nombre de locataires ayant un emploi est de 23%, alors que le nombre de résidents recevant des prestations d'aide sociale représente 45% et ceux recevant une pension de vieillesse, de 14% (Tableau 2).

**Tableau 2 – Répartition des locataires selon leur source de revenu**



## Types d'interventions communautaires

La salle communautaire sert de lieu de rencontre pour quiconque désire socialiser ou est à la recherche de ressources ou de soutien. C'est un lieu où, trois jours par semaine, les locataires peuvent aller demander de l'information relative au logement, aux ressources du quartier ou encore pour des démarches plus personnalisées, telles qu'un retour aux études ou une recherche d'emploi. Cette salle ainsi



Atelier de cuisine collective

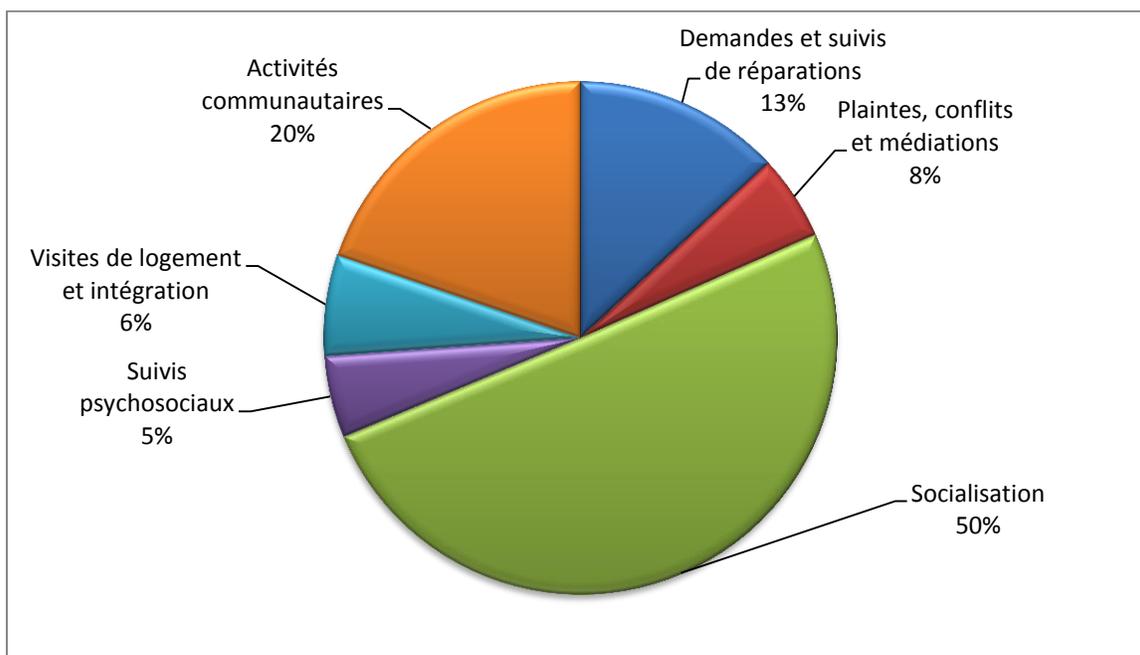
que la cour arrière pendant la saison estivale sont également des espaces communautaires où les locataires peuvent se rencontrer, discuter et planifier des activités sociales. Grâce à ces rencontres, des locataires ont pu ainsi créer des liens entre eux, briser leur isolement et développer diverses habiletés qui leur permettent d'améliorer leur qualité de vie. Au cours



Activité collective dans le quartier

de la dernière année, 1669 rencontres de divers types de suivis communautaires ont eu lieu (Tableau 3). La grande majorité de ces rencontres, en moyenne 15 à 20 par semaine, sont des rencontres de socialisation. Il y a eu 330 participations aux activités communautaires incluant des ateliers de cuisine collective, des sorties organisées, des repas communautaires, l'entretien du jardin collectif et des réunions du comité des résidents.

**Tableau 3 – Types d'intervention de soutien communautaire**



## Témoignages

*J'habite à la Maison de chambres depuis décembre 2016. Mon parcours n'a pas toujours été facile. Je me suis retrouvé dans un refuge pour sans-abri il y a plusieurs années. J'ai alors choisi d'aller en thérapie, puis dans un programme de réinsertion avec un logement supervisé. Une fois mon programme terminé, je me suis à nouveau retrouvé à la rue pendant environ six semaines. Quelqu'un m'a parlé de la Maison de chambre à Pointe-St-Charles. L'intervenant communautaire sur place me connaissait et m'a donné ma chance. Avec un endroit où habiter, j'ai pu retrouver une stabilité et reprendre contrôle de ma vie. De plus, j'ai trouvé un milieu de vie à la Maison de chambres. Avec les activités et la socialisation, j'ai le sentiment de faire à nouveau partie d'une communauté.*

**René**

## Synthèse des activités communautaires en 2017-2018

Rencontres du comité des résidents	Nombre de rencontres	Total de Participations
Rencontres de planification des activités	5	27

Ateliers	Nombre d'ateliers	Total de Participations
Atelier sur la Cuisine populaire	1	17
Atelier sur la sécurité dans le quartier	1	10
Atelier de cuisine collective	7	46

Activités communautaires	Nombre d'activités	Total de Participations
Repas à la Maison Saint Columba	9	65
Jardin collectif	Été 2017	2 responsables tout l'été
Repas communautaires (BBQ dans la cour-arrière)	4	60
Assemblées dans le quartier	2	6
Activités dans le quartier	3	71
Sorties sportives ou culturelles	2	8
Dîner de Noël	1	18

## 6- Mobilisation sociale et actions collectives

---

La défense collective des droits est au cœur de la mission du Regroupement Information Logement. Cette stratégie d'action consiste à s'organiser collectivement pour dénoncer les violations au droit au logement et identifier les alternatives dans une perspective de transformation sociale.

Le RIL est membre de deux regroupements nationaux qui luttent pour le droit au logement dans deux perspectives différentes mais complémentaires : une axée sur la défense des droits des locataires, l'autre axée sur la promotion du logement social.

### **Regroupement des comités logements et associations de locataires du Québec (RCLALQ)**

Encore une fois cette année, nous avons maintenu notre statut de membre de soutien au RCLALQ et nous avons participé le **24 Avril 2018** à la manifestation pour la Journée des locataires organisée autour du thème «La Régie du logement : Assez du deux poids, deux mesures».

### **Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)**

Le Regroupement Information Logement participe activement à la vie associative du FRAPRU.

### **Congrès**

C'est l'instance qui décide des grandes orientations et des priorités de travail de l'année prochaine. Cette année, le congrès du FRAPRU s'est tenu à l'Université Bishop's à Lennoxville du 2 au 4 juin 2017. Notre organisme a été représenté par 3 délégués : un membre de la permanence et 2 membres du conseil d'administration.

### **Assemblées générales**

Ces assemblées de deux jours constituent un lieu pour analyser la conjoncture, élaborer des positions collectives et des plans d'action. Notre délégation aux AG du FRAPRU se compose de membres de la permanence et du conseil d'administration de l'organisme.

Cette année nous avons participé aux 4 assemblées générales qui ont eu lieu en septembre et novembre 2017, et janvier et avril 2018.

### **Table des groupes de Montréal**

C'est une instance de travail et de concertation régionale qui rassemble les groupes montréalais membres du FRAPRU. Un membre de la permanence assure la représentation de notre organisme au sein de cette instance. Cette année nous avons participé aux 7 réunions de la table des groupes de Montréal.

### **Actions collectives**

Nous avons reconduit notre campagne nationale « le logement, un droit » pour mettre la pression sur les gouvernements à assumer pleinement leurs responsabilités. Pour faire entendre la voix des mal-logé.es, le FRAPRU a organisé cette année une Tournée de cinq semaines dans cinq régions du Québec. Le **2 octobre 2017**, nous avons participé à la tournée tenue à Montréal.

Dans l'objectif d'augmenter la pression sur les gouvernements pour qu'ils investissent davantage dans le développement de logements sociaux, le FRAPRU s'est engagé dans l'organisation d'une grande marche pour le droit au logement de d'Ottawa à Québec, Cette marche intitulée « De villes en villages pour le droit au logement » offre aussi l'occasion de renforcer la solidarité et d'aller à la rencontre de la population des différentes régions du Québec pour faire connaître nos revendications.

Le **19 Avril 2018**, nous avons participé à un rassemblement pour la promotion de cette grande marche.

## Lutte au niveau fédéral

L'élaboration de la première Stratégie nationale sur le logement représente une occasion historique pour réparer les dommages causés par le retrait du fédéral du financement du logement social maintenu depuis 25 ans. Pour que les investissements prévus dans cette stratégie soient dépensés dans le volet du logement social et



soient orientés vers les ménages à faibles et modestes revenu, nous avons exercé plusieurs pressions sur le gouvernement de Justin Trudeau :

**12 octobre 2017** : participation à une manifestation nationale à large mobilisation sur la Colline parlementaire, à Ottawa, qui s'est organisée sous le thème «La Stratégie canadienne sur le logement ne doit pas être un écran de fumée».

**22 novembre 2017** date du lancement de la stratégie nationale sur le logement : participation à une journée pancanadienne d'action pour demander :

- La dépense des premières sommes (11,2 milliards\$) budgétisées dans la Stratégie canadienne sur le logement au cours du premier mandat du gouvernement libéral au lieu de les répartir sur onze ans,
- L'utilisation de ces sommes pour le développement de nouveaux logements sociaux ainsi que pour la protection du parc existant,
- Que la stratégie soit basée sur la reconnaissance formelle du droit au logement.

Alors que la Société canadienne d'hypothèque et de logement élaborait les paramètres de la nouvelle stratégie nationale sur le logement, nous avons rencontré le député fédéral de notre circonscription pour :

- Faire valoir nos revendications,
- Mettre la lumière sur les besoins locaux en logement social,

- Présenter les problèmes qui menacent la pérennité du parc du logement social de notre territoire.

### Lutte au niveau provincial

Malgré les surplus budgétaires records dégagés par le gouvernement du Québec, aucune amélioration de son investissement dans le logement social n'a été programmée ni dans la mise à jour économique, présentée à la mi-novembre, ni dans le Plan d'action gouvernementale pour l'inclusion économique et la participation sociale, lancé en décembre 2017. Le



gouvernement a fait le choix d'une baisse rétroactive d'impôts plutôt que d'investir dans les programmes sociaux.

Pour monter la pression sur Québec nous avons participé le **30 janvier 2018** à une Manif-Action pour :

- L'amélioration du programme AccèsLogis afin de livrer les unités déjà budgétisées et qui demeurent bloquées à cause de l'inadéquation des paramètres actuels du programme,
- La bonification des sommes investies dans le programme pour augmenter le nombre de logements sociaux financés chaque année.

## Lutte au niveau municipal

Cette année, avec les groupes montréalais du FRAPRU, nous avons encore reconduit notre campagne «*À Montréal, le logement social c'est vital*» lancée en mars 2016 et qui vise la revendication d'une réserve de terrains et de bâtiments pour le développement des projets de logements sociaux et d'équipements collectifs et communautaires. Dans le cadre de cette campagne nous avons :



Campagne pour une réserve de terrains et de bâtiments

- Sollicité des appuis locaux à une «**Déclaration d'appui pour une réserve de terrains et de bâtiments à Montréal**»
- Participé le 17 juin 2017 à une Grande kermesse pour le logement social.

En prévision des élections municipales de novembre 2017, nous avons organisé avec nos alliés locaux une action pour le droit au logement dans le Sud-Ouest. Cette action s'est terminée par des visites aux bureaux de campagne des partis politiques pour avoir des engagements clairs et précis sur quatre principaux thèmes :

- La construction de 4500 logements sociaux dans le sud-ouest,
- Un plan d'action pour la constitution d'une réserve de terrains pour le développement du logement social,
- La protection du parc locatif privé et l'interdiction des conversions des logements abordables en condominium,
- L'insalubrité des logements.

Après les élections, nous avons rencontré les élus locaux sur leurs engagements pré électoraux. Une démarche de suivi de la réalisation de ces engagements est toujours en cours.

## **Autres luttes pour la justice sociale.**

Notre lutte pour le droit au logement fait partie intégrante d'une lutte plus large pour la justice sociale. En effet, les compressions budgétaires, les coupures dans les services et les programmes publics et les augmentations de tarifs ont des impacts négatifs sur les ménages à faible et modeste revenu. Cette année, nous nous sommes concentrés sur la lutte pour la pérennité de l'action communautaire autonome pour revendiquer :

- Un réinvestissement majeur dans les programmes sociaux et les services publics;
- La reconnaissance de l'importance des groupes communautaires dans la société;
- Le respect de leur autonomie.



**7 septembre 2017** : participation à une action de la Coalition Main rouge pour revendiquer un réinvestissement massif dans les services publics, les programmes sociaux et l'action communautaire autonome,

**27 septembre 2017** : participation à une manifestation nationale à la Ville de Québec qui s'est terminée par la constitution d'une chaîne humaine autour de l'Assemblée nationale,

**7 février 2018** : Participation à une action régionale de la campagne Engagez-vous pour le communautaire,

**13 mars 2018** : Participation à la journée montréalaise d'actions locales pour dénoncer les impacts des coupes sur les services publics et programmes sociaux.

### Compilation des manifestations et actions collectives

Date	Actions collectives et manifestations	Nombre de participants
17 juin 2017	Grande kermesse pour le logement social	5
16 août 2017	Action artistique de la campagne Espace en voie de disparition	24
7 septembre 2017	Action de la Coalition Main rouge	1
27 septembre 2017	Manif nationale et chaine humaine à Québec	12
12 octobre	Manif pour le droit au logement à Ottawa	14
24 octobre 2017	Action pour le droit au logement dans le Sud-Ouest	13
22 novembre 2017	Journée pancanadienne d'action pour le logement social	5
30 janvier 2018	Manif Action pour la bonification d'AccèsLogis	7
07 février 2018	Action régionale de la campagne Engagez-vous pour le communautaire	6
13 mars 2018	Action locale de la campagne Engagez-vous pour le communautaire	5
19 avril 2018	Rassemblement pour la promotion de la grande marche du FRAPRU	8
24 avril 2018	Journée nationale des locataires	2
<b>Grand total</b>		<b>102</b>

## 7- Concertation et action locale

---

Le RIL est un membre d'Action Gardien et siège sur le conseil d'administration de Bâtir son quartier et de Gérer son quartier

### **Action Gardien : corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles**

Les Assemblées générales d'Action Gardien constituent des espaces décisionnels pour se positionner collectivement sur des enjeux préalablement réfléchis et discutés. Le Regroupement Information Logement est un membre très actif au sein d'Action Gardien. Cette année, nous avons participé à :

- L'assemblée générale annuelle du 18 octobre 2017,
- 7 Assemblées Générales.

### **Comité Planification :**

Une instance permanente de travail qui traite les enjeux relatifs à la planification et l'aménagement du quartier. Le comité assure le suivi de l'actualité et des exercices de planification et de consultations publiques qui concernent notre territoire d'intervention. Cette année nous avons participé à :

- 7 rencontres du comité Planification.
- 2 rencontres du sous-comité qui travaille sur l'avenir du secteur Bridge-Bonaventure.

### **Comité Espace en voie de disparition.**

La prolifération des condominiums accélère la gentrification de Pointe Saint-Charles et se fait au détriment du droit au maintien dans les lieux. Elle exerce une pression à la hausse sur les prix des loyers et accélère l'effritement du parc locatif abordable du quartier. Les hausses abusives des loyers, les reprises de logements, les évictions, les conversions massives de logements sont devenues monnaie courante dans pointe-Saint-Charles.

Dans le cadre de la campagne « Espaces en voie de disparition », menée en collaboration avec Action Gardien, nous avons organisé une action artistique sur un muret entourant un terrain vacant au centre du quartier. Durant un mois nous avons installé de grandes



affiches informant les citoyen.nes du quartier des ressources disponibles pour faire face à leur problèmes de logement ainsi que des arbres à fleurs où les passant.es peuvent s'exprimer et partager leurs attentes et leurs demandes relatives au droit au logement à Pointe-Saint-Charles.

Cette année nous avons participé à

- 10 rencontres du comité Espace en voie de disparition
- 4 rencontres du sous-comité Avis juridique qui travaille sur l'analyse juridiques des aspects entourant l'effrètement du parc locatif du quartier.

### **Bâtir son Quartier**

Bâtir son quartier est le groupe de ressources techniques (GRT) qui accompagne le développement des projets d'habitation et d'immobilier communautaire à Pointe-Saint-Charles. Le RIL travaille en étroite collaboration avec le GRT, il est représenté par deux membres de la permanence au CA de Bâtir son quartier à titre de représentants du secteur de Pointe-Saint-Charles. Cette année nous avons participé à :

- L'assemblée générale annuelle tenue en mai 2018,
- Une assemblée de secteur
- 9 rencontres du conseil d'administration de Bâtir son quartier.

### **Gérer son quartier**

Gérer son quartier est un organisme qui offre une ressource communautaire en gestion immobilière dans les quartiers où ça manque. À l'instar du GRT, le RIL est représenté

par deux membres de sa permanence au CA de Gérer son quartier. Cette année nous avons participé à :

- L'assemblée générale annuelle,
- 3 assemblées générales extraordinaires,
- 8 rencontres du conseil d'administration de l'organisme,

## **8- Représentation politique**

---

En plus de participer activement à des regroupements nationaux et à des instances de concertation, le RIL veille aussi à l'acheminement des préoccupations de ses membres aux décideur.ses politiques. Il représente et défend leurs intérêts auprès des instances politiques et administratives locales, régionales et nationales. Cette année nous étions présents à trois reprises au conseil de l'arrondissement Sud-Ouest pour :

- Demander une rencontre avec les élu.es pour un retour sur leurs engagements électoraux (intervention collective des quatre tables et des deux comités logement du Sud-Ouest),
- Questionner le rôle de l'arrondissement dans la lutte contre l'insalubrité,
- S'opposer à un projet dérogatoire et à l'installation des bureaux administratifs de la plateforme de location touristique Airbnb dans le quartier.

Au-delà de ces interventions nous avons rencontré :

- Le député fédéral de notre district au sujet de la Stratégie nationale sur le logement,
- Les élu.es de notre arrondissement et la direction de l'habitation de la Ville de Montréal sur la question du logement,
- Les élu.es de l'arrondissement et le Service de la mise en valeur du territoire de la Ville de Montréal à propos de l'aménagement du secteur Bridge-Bonaventure,
- Le Service de l'habitation de la Ville de Montréal au sujet des évacuations survenues dans le quartier. De plus nous avons participé:
- Le 17 octobre 2017 à une soirée d'échange avec les candidat.es aux élections municipales,

- Le 6 et le 7 Juin 2017 aux deux soirées de consultation organisées par l'Office de consultation publique de Montréal sur le projet immobilier situé au 2175 St-Patrick,
- Le 8 juin et le 6 septembre 2017 aux deux soirées de consultation publique sur le Nord de Pointe-Saint-Charles.



Des membres du RIL à la soirée de consultation publique organisée par l'OCPM

## 9- Développement du logement social

### Complexe Nord

En mai et juin 2017 L'Office de consultation publique de Montréal a mené des consultations sur un projet de règlement autorisant le changement de zonage et la construction de nouveaux bâtiments à des fins résidentielles, commerciales et communautaires sur la rue Saint Patrick au nord du quartier. Ces consultations ont suscité la participation de plus de 300 personnes et le dépôt de 30

Vue aérienne du projet



Source : Rapport de l'OCPM

mémoires écrits. En plus de notre mobilisation, nous avons déposé et présenté un mémoire réaffirmant notre intérêt pour ce projet. Suite à ces consultations, le projet a été adopté par le Conseil municipal en septembre 2017. La direction de l'Habitation de la Ville a confirmé la recevabilité du projet au programme AccèsLogis en avril 2018. Il s'agit du premier projet approuvé dans le cadre du programme AccèsLogis Montréal. Ce projet qui s'érigera sur un des derniers terrains sur le bord du canal dans le quartier et le seul qui incorpore du logement social et des locaux destinés aux groupes communautaires de Pointe-Saint-Charles.

Les travaux d'excavation ont débuté en mai 2018 et la livraison est prévue pour juin 2018. Le projet final accueillera :

- Les bureaux de 4 organismes du quartier,
- 64 logements sociaux portés par l'OBNL Habitation Complexe-Nord,
- 16 logements destinés aux personnes ayant des problèmes de santé mentale portés par l'OBNL Projet Habitation Communautaire.

### **Coopérative Pointe amicale**

Rappelons que les projets d'habitation communautaire négociés dans le cadre du développement des terrains du Canadien National (CN) au sud du quartier sont le résultat de la mobilisation citoyenne et de la forte implication de nos membres. La décontamination du site constitue un des enjeux qui retarde la réalisation de cette coopérative. Depuis plusieurs mois, des discussions sont menées avec le promoteur et la Ville pour convenir d'une méthode qui offrirait les meilleures garanties à la réalisation de ce projet.

Cette année a surtout été consacrée à rationaliser les plans des logements afin d'améliorer leur aménagement et la viabilité du projet. Ces plans sont approuvés, tant par l'Arrondissement que par la direction de l'Habitation de la Ville.

Le projet compte désormais 93 logements dont 39% destinés aux grandes familles et 12% de logements adaptables.

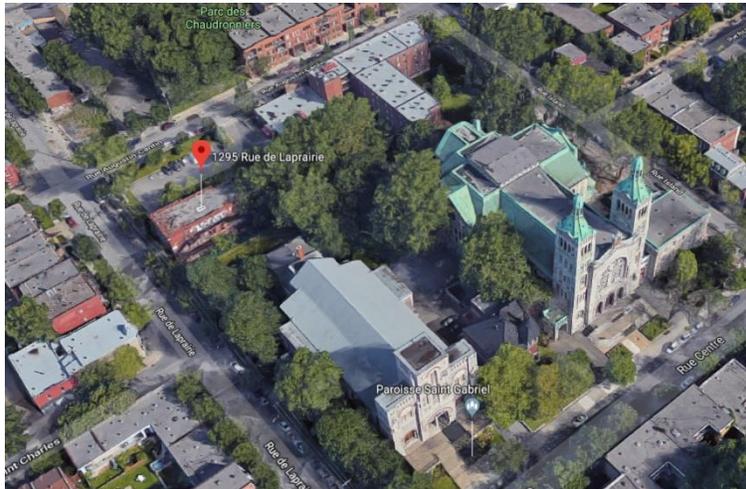
## OBNL Héritage de Pointe-Saint-Charles

Ce projet est érigé sur le même site que la coopérative Pointe amicale et il est donc concerné par les mêmes problématiques : infrastructures et décontamination. Ainsi, l'OBNL Héritage est considéré dans les discussions menées dernièrement avec la Ville et le promoteur.

Vu l'orientation très familiale de la coopérative voisine, la priorité de l'OBNL sera les petits ménages. À ce jour le projet prévoit 122 logements.

### Le site du 1295 De Laprairie

En mars 2015, nous avons déposé au conseil de l'arrondissement Sud-Ouest une demande pour réserver ce site pour la réalisation d'un projet de logements communautaires. L'automne dernier, le conseil de l'arrondissement a adopté une résolution demandant à la Ville centre d'entamer les



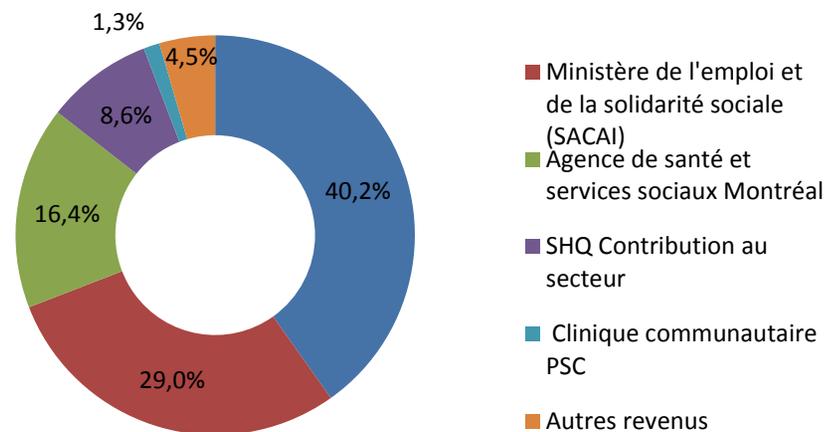
Site du 1295 De Laprairie

procédures d'achat du site et du lot adjacent. Dans son plan triennal d'immobilisation 2018-2020, le Sud-Ouest a réservé du financement pour l'acquisition des terrains dédiés à des projets d'habitation communautaire.

En parallèle, une analyse des besoins des organismes intéressés à relocaliser leurs locaux dans ce projet a été réalisée avec le GRT Bâtir son quartier au printemps 2018. Une analyse architecturale est en cours afin de préciser la capacité du site à répondre aux besoins exprimés. Le financement des locaux constitue l'enjeu majeur de ce projet qui accueillera dans sa conception préliminaire une quarantaine de logements communautaires aux étages supérieurs.

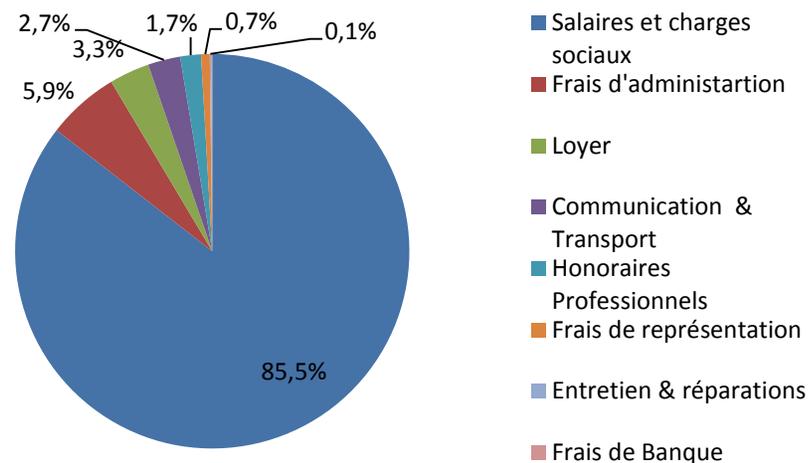
**Revenus**

Source	Montant	Taux
Centraide	78 400,00	40,2%
Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale (SACAI)	56 520,00	29,0%
Agence de santé et services sociaux Montréal	32 042,00	16,4%
SHQ Contribution au secteur	16 874,00	8,6%
Clinique communautaire PSC	2 550,00	1,3%
Autres revenus	8 817,00	4,5%
<b>Total</b>	<b>195 203,00</b>	<b>100,0%</b>



**Dépenses**

Charge	Montant	Taux
Salaires et charges sociaux	175 027,00	85,5%
Frais d'administration	12 145,00	5,9%
Loyer	6 744,00	3,3%
Communication & Transport	5 439,00	2,7%
Honoraires Professionnels	3 482,00	1,7%
Frais de représentation	1 452,00	0,7%
Entretien & réparations	221,00	0,1%
Frais de Banque	185,00	0,1%
<b>Total</b>	<b>204 695,00</b>	<b>100,0%</b>



## 11- Perspectives de travail

---

Poursuive la campagne « Le logement, un droit » avec les membres du FRAPRU et mettre de l'avant deux priorités nationales :

- La réalisation de 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans,
- La reconnaissance formelle du droit au logement.

### **Au niveau fédéral**

- Revendiquer l'investissement des sommes de la Stratégie canadienne sur le logement en priorité dans le logement social.

### **Au niveau provincial**

- Réclamer l'amélioration et la bonification du programme AccèsLogis,
- S'opposer et dénoncer l'éventuelle instauration d'un guichet unique centralisé pour le logement social et faire valoir la liste du projet Saint-Charles qui joue le rôle d'un guichet local dans notre quartier depuis des décennies,
- Réclamer un meilleur financement des groupes de défense collective des droits

### **Au niveau municipal**

- Revendiquer la constitution d'une réserve de terrains qui permet le développement des projets qui incluent 100% de logement social,
- L'adoption d'une véritable politique d'inclusion basée sur le droit au logement et qui offre une réponse adéquate aux besoins du milieu.

### **Au niveau local**

- S'attaquer au problème de l'insalubrité des logements du quartier,
- Lutter contre la gentrification et contre l'érosion du parc locatif abordable du quartier.

